



# ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

## PROCÈS-VERBAL

QUATRIÈME SESSION, TRENTE-HUITIÈME LÉGISLATURE

**PRIÈRE**

**DIX HEURES**

M. MURRAY propose la première lecture du projet de loi 211 — *Loi concernant la vérité sur le Fonds de placement Crocus/The Truth About Crocus Act* — et en indique l'objet.

La motion, mise aux voix, est adoptée à la majorité.

### POUR

ALLAN  
ALTEMEYER  
ASHTON  
BJORNSON  
BRICK  
CHOMIAK  
CULLEN  
CUMMINGS  
DERKACH  
DEWAR  
DOER  
DRIEDGER  
DYCK  
EICHLER  
FAURSCHOU  
GERRARD  
GOERTZEN  
HAWRANIK  
IRVIN-ROSS  
JHA  
LAMOUREUX  
LEMIEUX  
MAGUIRE

MARTINDALE  
MCGIFFORD  
MELNICK  
MITCHELSON  
MURRAY  
NEVAKSHONOFF  
OSWALD  
PENNER  
REID  
REIMER  
ROCAN  
RONDEAU  
ROWAT  
SALE  
SANTOS  
SCHELLENBERG  
SCHULER  
SELINGER  
STEFANSON  
STRUTHERS  
SWAN  
TAILLIEU..... 45

**CONTRE**

..... 0

---

Présentation et lecture de pétitions :

M. DYCK — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le premier ministre et le ministre de la Santé envisagent de mettre à la disposition de CancerCare Manitoba les fonds nécessaires afin qu'elle puisse offrir des soins de santé d'avant-garde aux patients comme le font les autres provinces et qu'ils envisagent d'accélérer le processus qui permet l'approbation de nouveaux médicaments pour le traitement du cancer afin de permettre à davantage de Manitobains d'être traités de la manière la plus efficace possible. (L. J. Adam, D. O'Brian, G. Huff et autres)

M<sup>me</sup> STEFANSON — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le premier ministre du Manitoba à envisager de tenir une enquête publique indépendante sur le scandale du Fonds d'investissement Crocus. (G. McDiarmid, R. Van Deynze, E. Van Deynze et autres)

M<sup>me</sup> TAILLIEU — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le gouvernement provincial à envisager de présenter des excuses aux citoyens du territoire de l'ancienne division scolaire Morris-Macdonald pour avoir congédié les membres du conseil d'administration, entrepris une enquête criminelle et sali leur réputation, et de rembourser ces citoyens innocents qui ont payés 1,4 millions de dollars de taxes scolaires supplémentaires à la province au cours des trois dernières années. (K. Kliewer, A. Kliewer, S. Haché et autres)

M<sup>me</sup> ROWAT — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le gouvernement provincial envisage de ne pas éliminer ces postes de notre communauté (Minnedosa) et d'utiliser la technologie afin de les garder là où ils sont. (T. Nicholson, R. Hodgson, G. Hopkins et autres)

M. ROCAN — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le premier ministre du Manitoba à envisager de tenir une enquête publique indépendante sur le scandale du Fonds d'investissement Crocus. (N. M. Tilley, A. Rutherford, D. Watt et autres)

M. CUMMINGS — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le gouvernement provincial envisage de ne pas éliminer ces postes de notre communauté (Neepawa) et d'utiliser la technologie (c'est-à-dire le bureau auxiliaire des Services de gestion foncière situé à Dauphin au Manitoba) afin de les garder là où ils sont. (I. Wenham, L. Gibbons, W. Cheetham et autres)

M. LAMOUREUX — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'envisager de chercher des explications sur les raisons pour lesquelles le gouvernement n'a pas essayé de résoudre le problème du Fonds Crocus en 2001 et d'exhorter le premier ministre et son gouvernement à coopérer pour que la lumière soit faite sur ces événements et à tenir une enquête publique. (R. Watts, V. Thompson, R. B. Dyck et autres)

M<sup>me</sup> ALLAN, *ministre du Travail et de l'Immigration*, fait une déclaration au sujet du 28 avril, Jour de deuil national à la mémoire de ceux et de celles qui sont morts au travail.

M. MURRAY et, avec le consentement de l'Assemblée, M. GERRARD font des observations sur la déclaration.

---

Pendant la période des questions orales, le président intervient et demande au ministre des Finances de se rétracter.

M. le *ministre* SELINGER se rétracte.

---

Conformément au paragraphe 26(1) du *Règlement*, M<sup>mes</sup> ROWAT et KORZENIOWSKI, MM. MAGUIRE et NEVAKSHONOFF ainsi que M<sup>me</sup> DRIEDGER font des déclarations de député.

---

Après la période réservée aux déclarations de député, M. LAMOUREUX invoque le *Règlement* au sujet, en partie, du commentaire 3 de Beauséjour voulant que « [l]a période des questions orales repose sur la tradition qui veut que le conseil des ministres soit disposé à soumettre régulièrement sa gestion des affaires publiques à l'examen critique de l'opposition ».

M. le *ministre* MACKINTOSH et M. DERKACH interviennent sur le rappel au *Règlement*.

Le président déclare le rappel au *Règlement* irrecevable.

M. LAMOUREUX fait appel de la décision devant l'Assemblée.

L'Assemblée convient à la majorité de maintenir la décision du président.

**POUR**

ALTEMEYER  
ASHTON  
BJORNSON  
BRICK  
CHOMIAK  
DEWAR  
DOER  
IRVIN-ROSS  
JHA  
KORZENIOWSKI  
LEMIEUX  
MACKINTOSH  
MALOWAY  
MARTINDALE

MCGIFFORD  
MELNICK  
NEVAKSHONOFF  
OSWALD  
REID  
ROBINSON  
RONDEAU  
SALE  
SANTOS  
SCHELLENBERG  
SELINGER  
STRUTHERS  
SWAN ..... 27

**CONTRE**

CULLEN  
CUMMINGS  
DERKACH  
DRIEDGER  
DYCK  
EICHLER  
FAURSCHOU  
GERRARD  
GOERTZEN  
HAWRANIK

LAMOUREUX  
MAGUIRE  
MITCHELSON  
MURRAY  
PENNER  
REIMER  
ROWAT  
STEFANSON  
TAILLIEU..... 19

---

La séance est levée à 12 h 35, et l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi, 13 h 30.

Le président,

George Hickers